



Casablanca Maroc

9-10 décembre 2024

PROGRAMME

FONDATEUR



ORGANISATEUR



CO-HOST



HOST COUNTRY



Cérémonie d'ouverture

Speakers

- Sérgio PIMENTA / Vice-président, Afrique, IFC
- Amir BEN YAHMED / CEO, Jeune Afrique Media Group

Modérateur

- Eric M'BOUA / Maître de cérémonie / Modérateur, Afro VFX

Panel d'ouverture | Nouvelle ère pour la finance africaine : le temps des champions est-il enfin arrivé ?

Le destin financier de l'Afrique et sa capacité à financer son développement nécessitent une action rapide et déterminée de la part des leaders régionaux et panafricains. À la suite du retrait des acteurs internationaux, les champions africains sont désormais en première ligne pour bâtir la prospérité du continent en finançant le commerce, les infrastructures, les secteurs extractifs ainsi que les énergies renouvelables. Des leaders de premier plan discutent de l'environnement réglementaire et des priorités pour renforcer les institutions financières africaines, afin de stimuler la croissance économique et de positionner l'Afrique parmi les centres financiers de rang mondial.

Points clés :

- Retrait des acteurs internationaux : comment l'industrie financière africaine va t'elle se consolider ?
- De l'interopérabilité des paiements à l'accès aux produits financiers pour la main-d'œuvre informelle, comment les leaders de l'industrie peuvent-ils encourager davantage les avancées technologiques ?
- Quelle stratégie de développement du capital humain développer pour pourvoir aux besoins en compétences techniques ?

Speakers

- Jules NGANKAM / Group CEO, African Guarantee Fund
- Sérgio PIMENTA / Vice-président, Afrique, IFC
- Nadia FETTAH / Ministre de l'Economie et des Finances, Royaume du Maroc
- Jeremy AWORI / CEO, Ecobank Group
- Mohamed El KETTANI / CEO, Attijariwafa Bank

État de l'Industrie | Baromètre de l'Industrie Financière Africaine 2024

Deloitte et l'Africa Financial Summit – AFIS dévoilent les résultats du 4e Baromètre de l'Industrie Financière Africaine. Cette enquête annuelle auprès des dirigeants du secteur financier offre une analyse approfondie des orientations de l'industrie sur les réglementations, la finance durable et les obstacles à l'inclusion financière. Découvrez comment les banques, assureurs, fintechs et acteurs des marchés de capitaux structurent leurs activités, renforcent leur gouvernance et s'adaptent aux évolutions réglementaires.

Speakers

- Ramatoulaye GOUDIABY / Directrice AFIS, Jeune Afrique Media Group
- Hicham BELEMQADEM / Managing Partner Audit & Assurance Maroc, Deloitte

Perspectives macroéconomiques 2025 | comment assurer une montée en puissance des institutions financières africaines ?

Le professeur Carlos Lopes de l'Université du Cap signale qu'un système financier mondial biaisé, conjugué à un cycle d'endettement écrasant et à des notations de crédit injustes, contribuent à accélérer le retrait des banques internationales d'Afrique. Alors que les institutions financières locales prennent le relais, l'économiste examine les conditions nécessaires à leur réussite, l'Afrique se dirigeant vers une reprise modeste en 2025 (4,3 % contre 3,7 % en 2024).

Speakers

- Carlos LOPES / Professeur, Université du Cap

Networking Break

Jusqu'où peut aller l'intégration du secteur de l'assurance dans le cadre de la ZLECAf ?

Le projet de cadre de la ZLECAf sur les services financiers pourrait, s'il est validé, encourager les régulateurs, y compris dans le secteur de l'assurance, à harmoniser les règles prudentielles. Bien que des avancées aient été réalisées en Afrique, notamment avec l'harmonisation des exigences minimales en capital et les politiques de domestication dans la zone CIMA, d'autres efforts d'harmonisation, tels que la couverture des accidents automobiles transfrontaliers en Afrique de l'Ouest et de l'Est, peinent à être appliqués. Par ailleurs, de nombreux pays africains continuent d'imposer des mesures de protection des intérêts nationaux telles que les exigences de résidence pour les assureurs et réassureurs. Comment ces politiques peuvent-elles s'accorder avec la ZLECAf ? Quelles actions les régulateurs devraient-ils entreprendre pour protéger leurs marchés sans nuire au marché commun ?

Points clés :

- Harmonisation des licences et approche basée sur les risques en matière de capital : quelles sont les prochaines étapes pour aligner les mesures prudentielles en vue de la mise en place du cadre de la ZLECAf ?
- Les politiques de domestication sont-elles indispensables à la protection des intérêts nationaux ou en contradiction avec la ZLECAf ?
- Comment concevoir une structure de gouvernance apte à harmoniser les mesures prudentielles dans le secteur de l'assurance ?

Speakers

- Namakau MUNDIA NTINI / CEO, Autorité des pensions et des assurances, République de Zambie
- Hope MURERA / CEO, ZEP-RE
- Abderrahim CHAFFAI / Président, Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), Royaume du Maroc
- Alain KANINDA NGALULA / Directeur Général, Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA)

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste, CGTN/Bloomberg

Énergie, capital-investissement, immobilier : comment les investisseurs institutionnels africains peuvent-ils mieux tirer parti de ces opportunités ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Les investisseurs institutionnels africains cherchent à diversifier leurs portefeuilles dans les actifs alternatifs tels que le capital-investissement, l'immobilier et les infrastructures pour optimiser leur couple risque-rendement. Mais en raison du manque de produits adaptés aux marchés locaux, des capacités limitées en gestion des risques et des contraintes réglementaires notamment, ils ne représentent en moyenne que 3% des actifs sous gestion. Et ce malgré les efforts des régulateurs au Ghana, Kenya, ou au Nigéria par exemple, qui ont augmenté les plafonds d'investissement pour encourager une allocation plus ambitieuse. Une table ronde à huis clos réunissant fonds de pension et souverains, assureurs et régulateurs discutera des stratégies pour favoriser les investissements dans les actifs alternatifs.

Points clés ?:

- Evaluation d'instruments financiers complexes, due diligence, gestion des risques : comment renforcer les capacités des acteurs du secteur??
- Limites d'investissement restrictives, taxonomie et standards de reporting, fiscalité?: quelles réformes pour des cadres réglementaires favorables??
- Comment la profession peut-elle développer des offres de produits diversifiés et adaptés ?

Speakers

- Jad HAJJ / Analyste senior, Finance d'entreprise, Afrique, SkyKapital
- Nabil TAHARI / Directeur Général, IB Holding
- Denis Charles KOUASSI / Directeur Général, CNPS
- Stéphane MBADINGA DITENGOU / CEO, Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques

Modérateur

- Pascal AGBOYIBOR / Associé, ASAFO & CO

Trade finance: que peuvent faire les institutions africaines face à un fossé qui se creuse ?

Les banques commerciales basées dans les pays africains à faible notation de crédit et n'ayant pas une monnaie importante rencontrent des difficultés croissantes pour établir des relations de correspondance bancaire fiables. Aggravé par le retrait des banques internationales d'Afrique, ces difficultés freinent le développement du commerce transfrontalier.

Au cours de cette session, Dr Sidi Ould Tah, Président de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) et Admassu Tadesse, Président-Directeur Général de TDB Bank, et Michael Jongeneel, CEO de FMO présentent des solutions à ce défi majeur. Ils examineront le potentiel des garanties de financement du commerce et de la couverture des risques de paiement offertes par les Institutions de Financement du Développement (DFI) comme mécanismes pour réduire le fossé laissé par le retrait des banques correspondantes.

Speakers

- Admassu TADESSE / Président du groupe et Directeur Général, TDB Group
- H.E Dr. Sidi Ould TAH / Président, BADEA
- Michael JONGENEEL / CEO, FMO

Modérateur

- Nathalie LOUAT / Directrice mondiale du financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement, IFC

Panel des Gouverneurs | Du resserrement à l'assouplissement monétaire : vers un changement de cap ?

En juillet, le magnat des affaires Aliko Dangote a averti qu'« aucune croissance n'aura lieu » au Nigeria avec des taux d'intérêt à un niveau record de 26 %. Alors que les taux directeurs ont atteint cette année des sommets historiques, les banques centrales africaines n'ont pas suivi le cycle mondial d'assouplissement monétaire, préférant maintenir ou augmenter les taux. Pourquoi les banques centrales maintiennent-elles des politiques monétaires qui nuisent à l'accès au crédit des PME ? Quand et dans quelle mesure prévoient-elles ajuster les taux directeurs pour stimuler l'économie réelle ?

Points clés :

- Pourquoi dans de nombreux pays africains les banques centrales ont-elles du mal à contrôler l'inflation ?
- Les politiques de garantie du crédit et autres mesures de soutien vont-elles assez loin pour soutenir l'agriculture et les micro-entreprises ?
- Exigences de capital plus élevées des banques commerciales : le recours à l'emprunt auprès des banques centrales sera-t-il une option à des taux repo attractifs ?

Speakers

- Denny H. KALYALYA / Gouverneur, Banque Centrale de Zambie

Modérateur

- Nicholas NORBROOK / Rédacteur en chef, The Africa Report

Déjeuner

Marchés de capitaux connectés : Libérer le potentiel des transactions boursières intra-Africaines

Bien que le commerce intra-africain soit en progression, il ne représente encore que 15 % du commerce total, loin derrière les 68 % en Europe. Lancé en décembre 2022, l'African Exchanges Linkage Project (AELP) connecte plus de 2 000 entreprises, avec une capitalisation boursière de 1,5 billion de dollars, pour faciliter les échanges transfrontaliers de titres et améliorer la transparence des marchés à travers sept bourses africaines. Cependant, des défis majeurs, comme la fragmentation réglementaire, les complexités de règlement et les lacunes en infrastructures, doivent être surmontés pour exploiter tout son potentiel..Comment l'AELP peut-il atteindre ses objectifs tout en favorisant les réformes réglementaires et de règlement nécessaires pour bâtir une compétitivité durable

Points clés?:

- Comment l'AELP peut-il renforcer la compétitivité mondiale des marchés de capitaux africains ?
- Quelles réformes réglementaires et de règlement sont nécessaires pour maximiser l'impact de la plateforme sur le commerce intra-africain ?
- Comment garantir que les PME et autres petites entreprises bénéficient pleinement de l'intégration des bourses africaines ?

Président(e)

- Nezha HAYAT / President, Moroccan Capital Market Authority

Speakers

- Felix AMENOUNVE / Directeur Général, BRVM
- Emomotimi John AGAMA / Directeur Général, Securities and Exchange Commission, Federal Republic of Nigeria

Expert

- Kaouthar MEHREZ / Directrice Associée, Galite Partners

Modérateur

- Ramatoulaye GOUDIABY / Directrice AFIS, Jeune Afrique Media Group

Comment faire de la révolution numérique une réalité pour les PME ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Les petites et moyennes entreprises constituent le pilier des économies africaines, soutenant l'emploi, l'innovation, et la croissance économique. Cependant, le secteur financier les a souvent considérées comme trop risquées et coûteuses à accompagner, laissant ainsi une grande opportunité de marché inexploité. Récemment, le recours aux canaux numériques, les avancées en analyse de données et des modèles d'affaires innovants ont permis aux prestataires financiers visionnaires de transformer leurs services dédiés aux PME. Les collaborations entre nouveaux acteurs et acteurs traditionnels se sont révélées essentielles pour favoriser ces innovations et bousculer les conventions établies de l'industrie. Cette table ronde stratégique se penchera sur les facteurs clés de succès des partenariats financiers en faveur des PME dans l'ère numérique, en rassemblant les perspectives des banques commerciales, fintechs, entreprises de télécommunications, et des régulateurs.

Speakers

- Michael ATINGI-EGO / Gouverneur Adjoint, Banque Centrale d'Ouganda
- Erik SANDERSEN / Vice-président exécutif - Institutions financières, Norfund

MNBC : un catalyseur pour les paiements transfrontaliers et l'inclusion financière ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Cette année, l'Égypte, l'Éthiopie et le Rwanda ont rejoint la liste croissante des pays africains explorant le lancement de monnaies numériques de banque centrale (MNBC). Au Nigéria, le portefeuille eNaira, déjà intégré par certaines fintechs et banques commerciales, montre un potentiel pour des services hors ligne destinés aux non bancarisés. A l'international, des projets pilotes suggèrent que des MNBC interbancaires interopérables permettraient des paiements instantanés entre devises, une option envisageable pour l'Afrique. Une table ronde réunissant les gouverneurs de banques centrales et des institutions financières se penche sur la manière dont les MNBC peuvent catalyser l'inclusion financière et faciliter les paiements transfrontaliers.

Points clés :

- Comment garantir que les MNBC de détail apportent une réelle valeur aux communautés sous-bancarisées et se démocratisent ?
- Cartes de débit, portefeuilles mobiles, paiements de factures : quelles innovations en matière de MNBC les banques commerciales, les fintechs et les services d'argent mobile peuvent-ils développer pour accroître la pénétration ?
- Comment développer des MNBC interopérables pour les paiements transfrontaliers, compatibles avec les systèmes régionaux et le PAPSS ?

Speakers

- Óscar Humberto ÉVORA SANTOS / Gouverneur, Banco de Cabo Verde
- Aivo ANDRIANARIVELO / Gouverneur, Central Bank Madagascar
- Fintan BYRNE / CEO, CR2
- Franck ADJAGBA / Directeur de l'Exploitation du Group, African Guarantee Fund
- Soraya M. HAKUZIYAREMYE / Vice-gouverneur, Banque nationale du Rwanda
- Vincent FLEURIET / Chef du service de l'Afrique et du Développement, Banque de France

Modérateur

- Mik KABEYA / VP, Analyste Principal, Banques Africaines, Moody's Ratings

Interopérabilité du Mobile Money : comment réaliser un réseau financier réellement panafricain ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Le lancement de la phase pilote du système de paiement instantané interopérable par la BCEAO marque un tournant décisif dans le développement du secteur du mobile money sur le continent. Alors que l'Afrique de l'Ouest semble avoir pris une option sur l'accélération des projets d'interopérabilité du MoMo, le reste du continent accuse un certain retard et les ambitions d'une interopérabilité continentale demeurent contrariées. La diversité des réglementations financières, les lourdes négociations entre toutes les parties prenantes et la répartition des coûts de construction des infrastructures numériques constituent les freins à ce projet d'interopérabilité continentale. Cette table ronde à huis-clos réunira régulateurs, opérateurs de mobile money, fintechs, institutions bancaires pour formuler des recommandations autour des enjeux et conditions de la mise place de programmes panafricains d'interopérabilité des paiements ?

Points clés :

- Harmonisation et normalisation : Comment répondre au défi de la fragmentation des réglementations africaines ?
- Opérateurs mobiles, service de mobile money, banques et gouvernements : Quels types de partenariats privilégier ?
- Numérisation & inclusion financière : l'interopérabilité des paiements serait-elle l'outil de l'intégration économique panafricaine ?

Speakers

- Yamungu KAYANDABILA / Gouverneur Adjoint, Banque Centrale de Tanzanie
- Shaibu HARUNA / CEO, MTN Mobile Money Ghana
- Coura Carine SENE / Directrice Régionale, Wave Mobile Money Group
- Abdeslam Alaoui SMAILI / CEO, HPS
- Malek ATRISSI / COO du groupe et CEO Telecel Mobile, Telecel
- Erwan GELEBART / CEO, AXIAN Open Innovation & Fintech

Women in Finance | Gender bonds et applications mobiles : saisir une opportunité à 2500 milliards \$

Source de capitaux importants et instruments efficaces en faveur de l'autonomisation des femmes entrepreneurs, les Gender Bonds et les applications mobiles pourraient ajouter 2,5 milliards \$ au PIB de l'Afrique d'ici 2025. Cependant, ce nouvel élan dans l'inclusion des femmes et la numérisation des outils pour les MPME dirigées par des femmes se heurtent au manque de culture numérique et aux problèmes d'accès à internet et aux services financiers, dans le continent avec le taux d'émission de Gender Bonds le plus bas au monde. En 2022, la Rand Merchant Bank d'Afrique du Sud a été la première à émettre une obligation de genre d'une valeur de 58 millions \$ sur le continent. Cependant, cet outil de financement est perçu comme complexe en raison de l'absence de référence standard sur les processus et d'interrogations sur les rendements pour les investisseurs. Comment les institutions financières peuvent-elles concevoir des outils de financement innovants, tels que les Gender Bonds et la numérisation des garanties, afin de combler le fossé entre les hommes et les femmes en Afrique ?

Points clés :

- Inclusion financière : A quels défis les institutions financières sont-elles confrontées dans la mise en place de produits numériques ou mobiles pour les femmes ?
- Comment les obligations de genre peuvent-elles attirer les investisseurs ?
- Quelles leçons l'Afrique pourrait tirer de l'usage réussi des Gender Bonds et des produits numériques innovants pour les femmes ?

Speakers

- Kwamina DUKER / CEO, Development Bank Ghana
- Ilham LAHLOU / Directrice de l'assurance dommages - assurance des particuliers, SanlamAllianz
- Josephine ANAN-ANKOMAH / Directrice exécutive régionale Afrique centrale, de l'Est et Australe (CESA) & directrice générale Ecobank Kenya, Ecobank
- Hadiza AMBURSA / Directrice exécutive, Banque commerciale, Access Bank
- Nathalie AKON GABALA / Directrice, Genre et Inclusion économique, IFC

Expert

- Zineb SQALLI / Directrice Générale et Associée, BCG

Modérateur

- Anjani TRIVEDI / , The Economist

Conversation With | Faciliter l'accès de l'Afrique aux marchés de capitaux internationaux

Les marchés internationaux seront essentiels pour financer les projets de développement les plus ambitieux de l'Afrique, surtout après le retrait de nombreuses grandes banques internationales. Pourtant, le nombre de banques africaines ayant une licence en Europe ou aux États-Unis est inférieur à dix, et rares sont les entreprises africaines cotées sur les marchés mondiaux. Dans cette conversation de haut niveau, Edward Knight, Vice-Président exécutif de Nasdaq, discute de la manière dont l'Afrique peut bâtir de grandes entreprises et institutions financières locales, capables de générer la confiance public-privé nécessaire pour attirer leurs homologues internationaux.

Speakers

- Edward KNIGHT / Vice-président exécutif, Nasdaq

Modérateur

- Nicholas NORBROOK / Rédacteur en chef, The Africa Report

Conversation?With?| Petites entreprises, grand impact : quelle est l'approche gouvernementale optimale pour le financement des MPME ?

Les gouvernements peuvent jouer un rôle déterminant pour faciliter l'accès des MPME à des financements abordables, mais certaines initiatives se sont avérées décevantes. Au Kenya par exemple, le Hustler Fund, proposant des crédits moins onéreux que ceux des banques commerciales, affiche un taux de défaut supérieur à 50 %. Ceci qui a conduit Dr John Mbadi le ministre des Finances à changer de stratégie en délaissant les prêts directs aux MPME au profit de l'extension des garanties de crédit. Cette nouvelle approche parviendra-t-elle à convaincre les banques commerciales, souvent frileuses face aux risques, à augmenter leurs prêts aux PME ?

Speakers

- John MBADI / Secrétaire de cabinet du Trésor national, République du Kenya

Networking Break

Disrupters Club | Innover malgré la pression : quel avenir pour les paiements fintech en Afrique

Le marché africain des paiements digitaux connaît une croissance rapide, avec 750 millions d'utilisateurs et un chiffre d'affaires passant de 3,5 à 20 milliards de dollars d'ici 2025. Cependant, de nouvelles réglementations récentes menacent l'écosystème fintech. Les amendes du Kenya en matière de protection des données risquent de limiter l'accès aux données transfrontalières, réduisant la compétitivité des fintechs locales. En parallèle, la taxe nigériane sur les paiements électroniques et les lois sud-africaines sur la protection des consommateurs pourraient freiner l'innovation. Face à cet environnement de plus en plus contraignant, les dirigeants du secteur avertissent : la réglementation actuelle n'est pas seulement un obstacle mais une barrière à la survie. Les fintechs africaines sauront-elles s'adapter ou sont-elles à un point de rupture ?

Points clés :

- Comment concilier conformité stricte des données et besoin d'innovation agile?
- Quelles pratiques réglementaires pour attirer les investisseurs internationaux vers les paiements mobiles ?
- Quels enseignements tirer des partenariats réussis entre gouvernements, institutions financières, fintechs et opérateurs mobiles ?

Président(e)

- Aivo ANDRIANARIVELO / Governor, Central Bank Madagascar
- Rogério ZANDAMELA / Governor, Banco de Moçambique

Speakers

- David AKININ / Fondateur et CEO, JABU
- Pawel SWIATEK / Directeur des Opérations, Moniepoint
- Michael ATINGI-EGO / Gouverneur Adjoint, Banque Centrale d'Ouganda
- Aïda DIARRA / Vice-présidente Senior et Responsable Afrique subsaharienne, Visa

Expert

- Ziad BADDOU / Directeur, Deloitte Conseil Maroc

Modérateur

- Aby AGINA / Producteur senior et présentateur, CNBC Africa

Du risque à la résilience : quel rôle pour les assureurs face au changement climatique ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Face à l'augmentation de 75 % entre 2014 et 2023 des catastrophes météorologiques, l'Afrique connaît une aggravation du déficit d'assurance face ces risques. En aidant les entreprises et les particuliers à absorber les pertes dues aux inondations, aux sécheresses et aux épidémies d'origine climatique, les assureurs pourraient jouer un rôle crucial. Cependant le manque de données, l'accès limité à des outils de transfert des risques et l'absence de réglementation en la matière entravent la croissance de l'assurance climatique. Autorités de régulation, souscripteurs en assurance et institutions de financement du développement se réunissent dans le cadre d'une table ronde afin de discuter de la capacité du secteur de l'assurance à couvrir les pertes des millions de personnes touchées par le changement climatique.

Points clés :

- Quels cadres réglementaires pour aider le secteur de l'assurance à absorber les risques climatiques ?
- Comment les institutions de développement pourraient-elles apporter de nouveaux instruments pour le transfert des risques ?
- Que peuvent faire les assureurs pour optimiser les stratégies de souscription et de risque ?

Président(e)

- Mamadou DEME / Director of Insurance, Ministry of Finance and Budget, Republic of Senegal

Speakers

- Imen EL ARBI / Directrice, Comité Général des Assurances, République de Tunisie
- Renata DE LEERS / Coordinateur régional MENA/CIMA, A2ii
- Ibrahima DIOUF / Conseiller Spécial du Président, Membre du Comité Exécutif, BOAD
- Alaa EL ZOHEIRY / Directeur Général, GIG Egypt
- Tom GITOGO / Directeur général du groupe et CEO, Britam Holdings
- Abderrahim CHAFFAI / Président, Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), Royaume du Maroc
- Alain KANINDA NGALULA / Directeur Général, Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA)

Modérateur

- Sana ATTIG / Directrice de l'assurance, Afrique francophone, Deloitte

Infrastructures critiques : comment accroître l'offre de capital patient ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Le capital patient, avec un horizon d'investissement de 10 à 20 ans, est indispensable pour combler le déficit annuel de 108 milliards \$ dans les infrastructures en Afrique. En 2023, seulement 3 % des investissements mondiaux en infrastructures ont été dirigés vers le continent, les investisseurs institutionnels préférant des destinations jugées plus stables, à faible risque et bénéficiant de cadres réglementaires clairs. Comment les parties prenantes peuvent-elles coordonner leurs politiques, réduire les risques et orienter efficacement ce capital patient vers des projets d'infrastructures essentiels et durables ?

Points de discussion :

- Comment optimiser les structures de capital, la transparence et la gouvernance pour réduire les risques et attirer les investisseurs institutionnels ?
- Financement mixte et meilleur partage des risques entre les secteurs public et privé : quelles réformes pour des cadres réglementaires clairs et plus favorables ?
- Comment sensibiliser les investisseurs institutionnels sur la valeur à long terme des investissements dans les infrastructures africaines ?

Speakers

- Papa Demba DIALLO / Directeur général, responsable du développement des projets, Africa50
- Ouns LEMSEFFER / Associée et co-responsable de l'Afrique francophone, Clifford Chance
- DJIOWA Caline / Conseillère, SOLVERSX
- Cheick-Oumar SYLLA / Directeur régional, Afrique du Nord et Corne de l'Afrique, IFC

Modérateur

- Mohamed HAMMOUCH / Directeur - Financement de projets - Énergie et infrastructure, Forvis Mazars

Networking Break Disrupters Club

Dîner de Gala

Nouvel Ordre Economique International : quelle place pour les financiers africains dans le débat ?

Pour mieux défendre leurs intérêts et financer eux-mêmes leur développement, plusieurs pays africains ont créé l’Africa Club en début d’année, initié par l’Union Africaine et regroupant plusieurs institutions financières multilatérales. Cumulant 65 milliards \$ de capital, c’est la plus grande concentration de financement africain, proposant des prêts sans conditionnalités. En même temps, ce montant ne représentant que 6% des besoins annuels de l’Afrique, les États doivent également mobiliser davantage de ressources domestiques?: recettes fiscales, réserves de change, lutte contre la corruption, etc. Mais comment faire face aux pressions des institutions occidentales qui contestent le statut de créancier privilégié des membres du Club, permettant ainsi des prêts plus attractifs ?

Points clés?:

- Alors que les tentatives de réforme de l’architecture financière internationale courent depuis 50 ans, de quels nouveaux atouts l’Afrique dispose t’elle pour défendre ses intérêts??
- Fiscalité, épargne institutionnelle, lutte contre les flux financiers illicites?: comment mobiliser davantage de ressources ??
- Gouvernance?: quelles stratégies pour favoriser les synergies entre les institutions de l’Africa Club??

Speakers

- H.E Dr. Sidi Ould TAH / Président, BADEA
- Serge EKUE / Président, BOAD
- Tarik SENHAJI / Directeur Général, Bourse de Casablanca

Expert

- Mik KABEYA / VP, Analyste Principal, Banques Africaines, Moody's Ratings

Modérateur

- Aruoture ODDIRI / Présentateur de télévision, Arise Media Group

Quel rôle pour les bourses dans l'accélération de la transition climatique ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Les obligations vertes sont devenues un outil clé de financement pour des projets écologiques, atteignant 588 milliards \$ dans le monde en 2023. En Afrique, elles restent néanmoins peu émises (2 milliards \$ en 2023) et concentrées dans quelques pays. En 2023, la BAD a émis quatre obligations vertes pour 517 millions \$, et les deux émises par la Tanzanie et Nedbank se sont chiffrées à 20 millions \$ et 118 millions \$ respectivement. Bien que certains gouvernements africains prennent des initiatives, mobiliser davantage de capitaux verts reste un défi. Une table ronde réunissant institutions supranationales, acteurs des marchés, banques et représentants publics discutera des moyens d'accélérer ces émissions sur les bourses africaines.

Points clés :

- Comment les marchés financiers peuvent-ils favoriser la structuration d'obligations vertes pour les entreprises publiques et privées ?
- Quelles améliorations sont nécessaires pour renforcer les cadres réglementaires des obligations vertes ?
- Comment rendre les produits de finance verte africains plus attractifs pour les investisseurs internationaux ?

Président(e)

- Nezha HAYAT / President, Moroccan Capital Market Authority

Speakers

- Isaac KWAKU FOKUO, JR / Fondateur & CEO, Amahoro Coalition and Botho Emerging Markets Group
- Badanam PATOKI / Président, Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)

Modérateur

- Damien JACQUART / Leader Financial Advisory, Afrique francophone, Deloitte

Disrupters Club | Embedded finance : Libérer le potentiel d'un marché à 40 milliards de dollars

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Le secteur de la finance intégrée en Afrique et au Moyen-Orient devrait tripler d'ici 2029 pour atteindre 40 milliards de dollars. En témoigne la progression de Woolworths, dont les bénéfices financiers ont doublé en 2024, fruit d'une coentreprise avec Absa. Cette alliance stratégique permet d'offrir des services tels que le crédit en magasin, les prêts personnels ou encore les assurances. Malgré ce potentiel, le secteur reste limité par des réglementations fragmentées, de longues procédures d'autorisation, des difficultés d'intégration avec les systèmes existants et des infrastructures numériques inégales ; des points au cœur d'une table ronde rassemblant fintechs, acteurs financiers et régulateurs pour structurer un environnement favorable à l'inclusion financière.

Points de discussion :

- Des télécoms aux plateformes de e-commerce : surmonter les obstacles technologiques pour intégrer des produits financiers innovants dans les canaux numériques destinés aux consommateurs.
- Simplifier les processus d'approbation et de surveillance pour la finance intégrée : trouver un équilibre entre la protection des consommateurs, l'efficacité des procédures de licences, et un cadre réglementaire adapté.
- Gagner la confiance des consommateurs : élaborer une stratégie pour une adoption à grande échelle.

Speakers

- Leila SERHAN / Vice présidente Senior & Responsable de l'Afrique du Nord, Visa
- Shaibu HARUNA / CEO, MTN Mobile Money Ghana
- Hamza NACIRI / CEO Maroc, Glovo

Modérateur

- Mayowa KUYORO / Associée et responsable de la Fintech et des paiements pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique, McKinsey & Company

Comment financer le développement agricole de l'Afrique grâce à l'innovation ?

L'Afrique doit renforcer la productivité de ses chaînes de valeur alimentaires pour répondre à la demande croissante d'une population de plus en plus nombreuse et atteindre la sécurité alimentaire. L'AgriTech pourrait transformer l'agriculture africaine comme la Fintech l'a fait pour l'inclusion financière au cours de la dernière décennie, en connectant les petits agriculteurs à la mécanisation, à des intrants de qualité et aux services numériques pour améliorer l'agriculture. Ces innovations permettent de limiter les risques, de réduire les coûts et d'améliorer la productivité agricole, rendant l'agriculture à petite échelle plus rentable et apte à bénéficier du soutien de la finance mixte. Comment les décideurs politiques, les entreprises AgTech et le secteur financier peuvent-ils construire un écosystème pour transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires africains ?

Speakers

- Nabil TAHARI / Directeur Général, IB Holding
- Aliou MAIGA / Directeur Afrique des institutions financières, IFC

Modérateur

- Aruoture ODDIRI / Présentateur de télévision, Arise Media Group

Au-delà de la restructuration : comment bâtir une architecture équitable pour la dette africaine ?

L'Afrique fait face aux coûts d'emprunt et de remboursement de la dette publique extérieure les plus élevés au monde, le service de la dette s'élevant à 163 milliards \$ cette année. Selon plusieurs experts, ceci est en partie dû à une perception du risque de crédit injustement amplifiée et des règles bancaires internationales inadaptées. En même temps, les mécanismes de restructuration comme le Cadre commun du G20 se révèlent inefficaces, comme le montrent les exemples du Ghana, de la Zambie et de l'Éthiopie. Alors que l'Union Africaine plaide pour davantage de financements concessionnels des banques multilatérales, comment créanciers et débiteurs peuvent-ils collaborer pour endiguer la vague de défauts de paiement ?

Points clés?:

- Club de Paris et Cadre commun du G20?: quelles réformes pour rendre les mécanismes de restructuration plus justes??
- Droits de tirage spéciaux, augmentation de capital, prêts en monnaie locale, soutien en liquidités?: quelles contributions du FMI et des banques multilatérales pour des financements plus avantageux??
- Agence de notation panafricaine, réformes des big 3?: comment corriger la prime de risque Africaine ?

Speakers

- Carlos LOPES / Professeur, Université du Cap
- Adama COULIBALY / Ministre de l'Économie et des Finances, République de Côte d'Ivoire
- Bihi Iman EGEH / Ministre des finances, République fédérale de Somalie
- Charles DE BOISRIOU / Associé et Membre du Board, Forvis Mazars
- Dr Patrick NJOROGE / Co-Président, Debt Relief for Green and Inclusive Recovery

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

CEO Talk | Comment positionner les géants bancaires africains dans les centres financiers internationaux ?

À la suite du retrait des établissements internationaux, les banques africaines ont une opportunité historique de se faire une place dans les grands centres financiers internationaux. Alors que peu de banques africaines ont franchi ce cap, une telle expansion contribuerait à capter davantage de financements et à stimuler le commerce transfrontalier sur le continent. First Bank of Nigeria, Bank of Africa et Access Bank font toutefois partie des exceptions. Cette dernière a ainsi levé 1,8 milliard \$ pour financer son expansion mondiale et pénétrer le marché américain d'ici 2026. Les CEOs de ces grands groupes échangent sur les enjeux stratégiques liés à l'internationalisation.

Points clés :

- Comment satisfaire les exigences réglementaires pour obtenir des licences bancaires et se conformer aux normes locales ?
- Correspondance bancaire : les banques africaines peuvent-elles vraiment devenir des alternatives viables aux acteurs internationaux ?
- Réussir à l'international : quels sont les modèles d'affaires gagnants ?

Speakers

- Olusegun ALEBIOSU / Directeur Général & CEO, FirstBank Group
- Roosevelt OGBONNA / Directeur général et CEO, Access Bank
- Amine BOUABID / CEO, Bank of Africa

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste, CGTN/Bloomberg

Microfinance pour tous : comment surmonter l'aversion au risque et offrir des microcrédits plus inclusifs

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Avec l'un des réseaux d'agents et de points de vente les plus étendus du continent (environ 1 700 points de vente au Maroc), le succès des institutions de microfinance reste soumis à une forte dépendance aux infrastructures physiques. Des partenariats avec des institutions traditionnelles permettraient de diversifier les offres de microfinance (épargne, paiements, assurance, etc.) au moment où le microcrédit reste la priorité pour les populations à faible revenu. Dans un contexte de hausse des taux d'intérêt élevés, l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté fait l'objet d'un examen de plus en plus approfondi. Alors que les régulateurs africains cherchent à renforcer le rôle des institutions de microfinance, les acteurs du secteur discuteront, lors de cette table ronde des solutions permettant de mieux servir le segment des faibles revenus.

Points clés :

- Comment favoriser un modèle de distribution plus efficace et faciliter l'accès à la microfinance grâce au numérique et à la data ?
- Taux d'intérêt, évaluation du crédit par l'IA et machine learning : quel nouveau modèle pour la microfinance ?
- Dans quelles mesures le microcrédit pourrait répondre aux besoins des consommateurs en matière de micro-épargne et de micro-assurance ?

Speakers

- Mumbi Annstella / Directeur général Kenya, TALA
- Philip SIGWART / CEO, Baobab Group
- Simplex Chithyola BANDA / Ministre des finances et des affaires économiques, République du Malawi
- Thomas GIROD / Directeur des investissements, British International Investment
- Emmanuelle RIEDEL-DROUIN / Responsable mondial des opérations de prêt, Proparco
- Chilufya MUTALE / Cofondatrice et CEO, eShandi
- Uzoma DOZIE / CEO, Sparkle
- Mahmoud EL SAKKA / Conseiller, Bureau du premier ministre, République arabe d'Égypte
- Ismail DOUIRI / Directeur Général délégué, Attijariwafa Bank

Modérateur

- Othman OMARY / Directeur général et associé, BSG Casablanca

Déjeuner

Conversation With | Concilier réformes économiques et politiques sociales

Les prestations sociales telles que les soins de santé universels, constituent un filet sécurité sociale qui requièrent un grand nombre de financement. La Caisse nationale marocaine de sécurité sociale (CNSS) a entrepris d'ambitieux projets qui illustrent les défis et les possibilités d'aligner investissements financiers et initiatives de développement social. Afin de créer des stratégies de croissance durable et inclusive pour le continent, il est impératif de comprendre l'équilibre délicat entre les considérations financières et les objectifs de développement social. Cette session « Conversation with » avec Hassan Boubrik, directeur général de la CNSS, examine les meilleures pratiques et les modèles de partenariats réussis entre les secteurs privé, public et à but non lucratif.

Speakers

- Hassan BOUBRIK / Directeur Général,

Women in Finance Workshop | Pérenniser les talents : former les femmes dans un paysage numérique en pleine mutation

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Le secteur de la fintech africaine connaît une profonde transformation, avec des innovations telles que les applications bancaires mobiles, la blockchain et les services financiers alimentés par l'IA. Malgré cet essor, les femmes sont largement sous-représentées, occupant seulement 27 % des rôles dans la fintech sur le continent et 3,2 % dans les postes de direction. Malgré une vague croissante de femmes entrepreneurs, il existe un écart persistant entre les sexes dans l'accès aux ressources cruciales et à la formation spécifique au secteur. De la maîtrise de la blockchain pour des systèmes de paiement sécurisés à l'exploitation de l'IA pour des solutions bancaires personnalisées, de quelles compétences et de quel soutien les femmes ont-elles besoin pour être à la pointe de l'avenir de la fintech et franchir les barrières du leadership ?

Points clés :

- Comblent le déficit de compétences : Quels programmes éducatifs ciblés et quels réseaux de mentorat pour renforcer la montée en compétence des femmes leaders de la fintech en Afrique ?
- Institutions financières, Entreprises technologiques et Organisations de femmes : quels partenariats innovants pour construire des écosystèmes fintech inclusifs et favorables aux femmes entrepreneurs ?
- Promouvoir le leadership féminin : Quel rôle joue le parrainage dans la promotion des femmes à des postes de direction et comment ces réseaux peuvent-ils être renforcés ?

Speakers

- Zineb BENMOUSSA / Directeur du capital humain - GI & Réassurance, SanlamAllianz
- Sokhna Maïmouna DIOP / Directrice Générale Adjointe, CBAO Groupe, Attijariwafa Bank
- Myriam ADOTEVI / Directrice Générale, SUNU Investment Holding
- Aissata Koné SIDIBE / CEO, CBI Mali

Modérateur

- Ibukun BEECROFT / Associée - Conseil en matière de risques, Deloitte & Touche Nigeria

Par les marchés de capitaux, grâce à la fintech : Mettre en relation investisseurs et émetteurs

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Les investisseurs de la génération Z se tournent de plus en plus vers des applications d'investissement à faible coût d'entrée comme Trove, Bamboo et Cowrywise fournissant des informations basées sur l'IA et un accès aux actions, obligations et fonds communs de placement africains. Ces plateformes permettraient de stimuler les marchés de capitaux. Encore en retrait, les banques commerciales pourraient adopter des modèles similaires grâce à des partenariats avec les fintechs. Cependant, les escroqueries à l'investissement, le manque de connaissances financières et l'absence de directives réglementaires ces plateformes qui obligent le recours à vieilles normes de courtage inadéquates pour questions essentielles telles que les investissements transfrontaliers menacent l'adoption des applications existantes. Une table ronde réunissant des fintechs, des régulateurs et des acteurs des marchés financiers a jeté les bases pour que l'investissement numérique atteigne une masse critique.

Points de discussion :

- Développer une culture de l'investissement numérique : quelles stratégies pour attirer les investisseurs et les émetteurs sur ces applications d'investissement ?
- Comment inciter les banques traditionnelles à intégrer des produits d'investissement numérique ?
- Réglementation et cadres juridiques : comment le dialogue entre fintechs et régulateurs permettrait de répondre aux enjeux de normalisation ?

Speakers

- BOUM III JR / CEO et cofondateur, Daba
- Aigbovbioise AIG-IMOUKHUEDE / Directeur Général, Coronation Asset Management
- Mohamed Farid SALEH / Président, Autorité de régulation financière, la République arabe d'Égypte
- Emomotimi John AGAMA / Directeur Général, Securities and Exchange Commission, Federal Republic of Nigeria
- Ridah MEFTAH / Associé, EY
- Richmond BASSEY / Cofondateur et CEO, Bamboo

Modérateur

- Anass BENSRRHIR / Directeur senior, McKinsey & Company

Au-delà de SWIFT : quelles alternatives plus rapides et moins coûteuses ?

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Les stablecoins, le réseau PAPSS, les systèmes de paiement régionaux comme Buna, les fournisseurs de fintech, le système de paiement BRICS, la blockchain et les MNBC sont présentés comme des alternatives à SWIFT, la plateforme internationale dominante dans les paiements transfrontaliers. Ces alternatives permettraient de s'attaquer aux frais incohérents et souvent élevés facturés par les institutions financières aux entreprises dans le cadre de SWIFT, et de réduire le délai de règlement qui peut aller jusqu'à cinq jours. Dans quelles mesures cette pluralité d'options pourraient-elles créer un paysage fragmenté qui entraînerait des problèmes d'interopérabilité ? Comment ces solutions multiples pourraient-elles stimuler l'innovation et répondre aux différents types de transactions transfrontalières ? Régulateurs, fournisseurs d'alternatives SWIFT, banques et fintechs discuteront des modalités de la mise en place d'un environnement de paiement transfrontalier prospère pour l'Afrique.

Points clés :

- Compatibilité et interconnexion : Comment assurer l'interopérabilité entre les nombreuses infrastructures de systèmes de paiement transfrontaliers ?
- Rôle de la réglementation : Comment la ZLECAF peut-elle faciliter la coordination technique et la cohésion réglementaire entre les banques centrales et les régulateurs nationaux ?
- MNBC, fintechs et crypto-monnaies : quelle place pour ces nouveaux acteurs et comment transforment-ils les paiements transfrontaliers ?

Speakers

- Obi EMETAROM / Co-Fondateur & CEO, Zone
- Naima ISSAWI / Directrice Performances & Réseau, Rawbank
- Andy JURY / Groupe CEO, Mukuru
- Rogério ZANDAMELA / Gouverneur, Banco de Moçambique

Finance et transition climatique : Comment les banques commerciales africaines peuvent prendre la main ?

Dominée par les bailleurs de fonds internationaux et les banques de développement, la finance climatique africaine souffre d'un déficit en financement estimé à 250 milliards \$/an que les banques commerciales pourraient réduire. En Afrique, une plus grande participation de ces dernières permettrait de mobiliser les ressources domestiques et régionales, optimiser les réserves de capitaux du secteur privé et orienter plus facilement les financements vers des projets locaux. Cependant le manque d'expérience dans le développement des processus de capture et de modélisation des données climatiques constitue des obstacles aux vellétés des groupes africains. A l'instar du African Green Banks Initiative, quelles stratégies collectives et panafricaines peuvent être mise en place ?

Point de discussion :

- COP, Déclarations de Marrakech African Green Banks Initiative : Quel place pour le leadership des banques africaines ?
- Stress tests, règles de solvabilité spécifiques, macro et microsupervision?: quel rôle pour les régulateurs et superviseurs pour accompagner les banques??
- Projets bankables et initiatives locales : et si les banques commerciales faisaient réellement la différence ?

Président(e)

- Óscar Humberto ÉVORA SANTOS / Governor, Banco de Cabo Verde

Speakers

- Laila NORDINE / Directrice principale, Finance durable, Groupe des institutions financières, IFC
- El-Hassana KABA / CEO, MANSA Bank
- Mustafa RAWJI / CEO, Rawbank
- YOUNOUSSI Abdoul-Moumoune / Directeur Général, Coris Bank International, Côte d'Ivoire
- Annastacia KIMTAI / Directrice Générale, KCB Bank Kenya
- Bongwiwe KUNENE / Directrice Générale, Banking Association of South Africa

Expert

- Souad EL OUAZZANI / Associée, Forvis Mazars

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

Transformer l'épargne des consommateurs en investissements productifs via les marchés de capitaux

Participation en s'inscrivant via l'appli ou sur invitation.

Forte d'une population en plein essor, l'Afrique dispose d'un important réservoir d'épargne dont l'utilisation pour des investissements productifs pourrait stimuler la croissance économique. Des exemples de réussite comme M-Pesa au Kenya et les comptes d'épargne exonérés d'impôt (CELI) en Afrique du Sud ont renforcé l'inclusion financière, à l'image du Fonds central de prévoyance (CPF) de Singapour et les plans d'investissement systématiques (SIP) de l'Inde. Ces derniers ont canalisé une épargne massive en offrant aux citoyens des options d'investissement accessibles. Multiplier de telles initiatives constitue pourtant un défi majeur du fait des contraintes réglementaires pour les banques commerciales. Quelles solutions apportées pour construire un cadre réglementaire solide protégeant les intérêts des investisseurs et encourager l'innovation via des plateformes d'investissement diversifiées, face à utiliser et accessibles ?

Points clés :

- Incitations et avantages fiscaux : Comment les gouvernements peuvent-ils encourager davantage les investissements sur les marchés de capitaux ?
- Culture financière : Quelle est l'importance des outils numériques tels que les robots-conseillers dans la gestion des risques, l'apprentissage et la montée en compétence des consommateurs ?
- Quel est le rôle de la réglementation dans le renforcement la protection des clients et la supervision du marché ?

Speakers

- Oulimata NDIAYE DIASSE / Directrice Générale, UMOA-TITRES
- Josephine OSSIYA / CEO, Autorité des Marchés de Capitaux- Ouganda
- Philip K. CHITALU / Secrétaire et Directeur Général, Securities and Exchange Commission - Zambia
- Nicodemus MKAMA / CEO, Capital Market Authority and Securities Authority-Tanzania
- Sydney TEIXEIRA / Directeur Executif, Comissão do Mercado de Capitais- Angola
- Césaire MEH / Manager de Risque macroéconomique et de marché, IFC

Modérateur

- Taha FERDAOUS / Associé, Forvis Mazars

Bancassurance & télécoms : quelles stratégies pour démocratiser l'accès à l'assurance pour le secteur informel ?

L'assurance intégrée via les plateformes de mobile money et les applications bancaires constitue une opportunité majeure pour étendre l'accès aux couvertures santé, agricoles et d'accidents corporels, notamment pour les travailleurs du secteur informel, qui représentent 83 % de la population active en Afrique. Malgré la multiplication des partenariats dans ce domaine, les assureurs font face à plusieurs défis : intégration technologique, manque de données fiables sur les risques, mise en place de stratégies de tarification adaptées aux revenus irréguliers de ce segment, ainsi que la complexité de la conformité réglementaire impliquant banques centrales, régulateurs d'assurance et opérateurs télécoms. De leur côté, banques et opérateurs télécoms s'interrogent sur la rentabilité de tels projets face aux efforts d'implémentation requis. Quelles mesures décisives permettraient de faire décoller le taux de pénétration de l'assurance intégrée, actuellement inférieur à 3 % en Afrique ?

Points clés :

- Accroître l'adoption et la rétention : les produits intégrés actuels répondent-ils aux attentes en termes d'inclusion financière et de rentabilité ?
- Conception des produits et intégration technologique : comment mieux comprendre les besoins du secteur informel tout en optimisant l'intégration, que ce soit avec ou sans l'intervention d'intermédiaires insurtech ?
- Harmonisation réglementaire : comment mettre les régulateurs au diapason ?

Président(e)

- Jean KACOU DIAGOU / Founder & President, Groupe NSIA
- Baghayo SAQWARE / Commissioner and Director General, Tanzania Insurance Regulatory Authority

Speakers

- Gildas N'ZOUBA / Directeur Général de SUNU Assurances VIE Côte d'Ivoire, Groupe SUNU
- Ashok SHAH / CEO, Apollo Investments / APA Insurance
- Jean-Louis Menann-Kouamé / CEO, Orange Bank

Expert

- Sana ATTIG / Directrice de l'assurance, Afrique francophone, Deloitte

Modérateur

- Gaëlle ARENSON / Rédactrice en chef, Africa Business+

Networking Break

Conversation With | Comment construire des licornes africaines d'envergure mondiale ?

Président du groupe Access Bank, Aigboje Aig-Imoukhuede, a déclaré en septembre que si l'Afrique aspire à attirer de grands investisseurs. Elle devra compter sur émergence d'entreprises très attractives et à forte valeur ajoutée sur lesquelles ces mécènes pourront investir à l'instar du pari gagnant de Warren Buffet avec Apple, « nous devons construire nos propres gazelles et licornes ». Dans une interview exclusive, M. Aig-Imoukhuede évoque l'infrastructure politique et financière nécessaire pour que les entreprises africaines puissent exceller au niveau mondial.

Speakers

- Aigboje AIG-IMOUKHUEDE / Président, Access Bank

Modérateur

- Anjani TRIVEDI / , The Economist

Panel des Gouverneurs de Banques centrales | vers un paysage financier consolidé qui favorise la croissance

De nombreux marchés regorgent de petits acteurs qui manquent de moyens pour financer des projets complexes essentiels à la croissance. Désireux d'accélérer la consolidation du secteur, le Nigeria et le Kenya proposent de décupler les exigences de fonds propres. Dans d'autres pays des initiatives similaires voient le jour plus timidement. Bien qu'une réglementation plus rigoureuse pourrait renforcer la stabilité, elle risque néanmoins de réduire les prêts aux PME à court terme et de provoquer une compétition pour le capital, affectant les profits du secteur. Comment les Banques centrales peuvent-elles favoriser l'émergence d'institutions financières africaines bien capitalisées, capables de développer les économies et de lever des capitaux internationaux ?

Points clés :

- Comment les Banques centrales peuvent-elles harmoniser entre elles les exigences capitalistiques ?
- Risk based capital ou augmentation du capital minimum : quelle approche protège le mieux les systèmes financiers ?
- Fintechs et néobanques : faut-il développer des cadres réglementaires spécifiques en matière d'adéquation des capitaux pour les grands acteurs ?

Speakers

- Jean-Claude Kassi BROU / Gouverneur, BCEAO
- Mamo MIHRETU / Gouverneur,
- Harvesh Kumar SEEGOLAM / Gouverneur, Banque Centrale de Maurice

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste, CGTN/Bloomberg

Cérémonie de Clôture
